

TAEHO BARK

Professeur, Université nationale de Séoul ; ancien ministre du Commerce de la République de Corée

In-kook PARK

Now, I would like to invite our former Trade Minister Bark Taeho to talk about TPP and trade issues.

Taeho BARK

Je suis vraiment ravi de participer à l'atelier Chine deux années de suite. Ce matin, en partant du domaine qui m'intéresse, je parlerai brièvement du rôle de la Chine dans le système commercial mondial. Je vais commencer par présenter le statut actuel du système commercial mondial. Comme nous le savons tous très bien, le cycle de Doha pour le développement des négociations commerciales multilatérales est à l'arrêt et ne mène nulle part.

Une réunion informelle des ministres du commerce a eu lieu à Oslo, en Norvège, le mois dernier. Comme on pouvait s'y attendre, il ne s'est pas dit grand-chose à propos des questions du cycle de Doha restées en suspens. Au lieu de ça, les ministres ont essayé de trouver quelques points pour un autre petit programme à livrer au MC11 qui doit se tenir en Argentine l'an prochain. Quant aux accords commerciaux régionaux (ACR), la grande nouvelle est que les États-Unis vont se retirer de l'accord concernant le Partenariat trans-pacifique (PTP), comme Donald Trump l'a annoncé pendant la campagne présidentielle. À l'heure qu'il est, nous ne savons pas exactement ce qu'il adviendra du Partenariat trans-pacifique. Mais une chose est claire, c'est que même si les États-Unis changent leur position et décident de participer au Partenariat trans-pacifique, cela pourrait prendre pas mal de temps à cause des éventuelles renégociations et du processus de ratification. De plus, en ce qui concerne d'autres accords commerciaux régionaux comme le Partenariat économique régional global, l'accord de libre-échange trilatéral chinois-japonais-coréen et le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI), les négociations avancent très lentement, sans que l'on sache si elles aboutiront vraiment. En ce qui concerne les négociations du Partenariat économique régional global, au Sommet de l'Asie de l'est qui s'est tenu au Laos au début du mois de septembre de cette année, les dirigeants ont confirmé que les négociations concernant ce partenariat ne seraient pas conclues avant fin 2016. Comme vous le savez, au départ, la date butoir avait été fixée à fin 2015. De la même manière, les négociations de l'accord de libre-échange trilatéral chinois-japonais-coréen avancent lentement aussi et les négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement semblent être dans l'impasse. Qui plus est, les négociations des accords sur le commerce de services (ACS) et de l'accord sur les biens environnementaux (ABE) vont être ralenties, car la nomination du nouveau représentant américain du commerce va prendre du temps. Le Président élu Donald Trump a fait de nombreuses remarques négatives sur les relations commerciales des États-Unis avec la Chine pendant la campagne. Il a déclaré que s'il était élu, les États-Unis imposeraient un tarif de 45 % sur les importations provenant de Chine ; il a dit de la Chine que c'était un pays qui manipulait sa monnaie ; il a continué de refuser le statut d'économie de marché de la Chine, etc.

Après avoir entendu que les États-Unis ne participeront pas au Partenariat trans-pacifique, certains médias d'information et des spécialistes du commerce ont avancé que le rôle de la Chine allait prendre de l'importance dans cet environnement commercial mondial incertain. Ils ont plus particulièrement déclaré que la Chine allait participer activement aux négociations du Partenariat économique régional global pour exercer son leadership par rapport aux intégrations commerciales en Asie de l'est. Ils ont en outre souligné que la Chine allait prendre d'importantes initiatives pour créer la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique dans l'avenir. Je pense que ces observations sont tout à fait



fondées, car j'entends souvent des remarques en ce sens émises par des universitaires et par des représentants du gouvernement chinois.

Ils disent que ce gouvernement central chinois poursuit une réforme économique nationale en ouvrant ses marchés aux biens et services étrangers. La Chine met plus particulièrement en place son programme d'ouverture progressive de son marché des services, afin d'améliorer la productivité de son secteur des services. En accord avec l'orientation de cette politique, la Chine a récemment conclu son accord de libre-échange bilatéral avec la Corée et participe aux négociations de l'accord de libre-échange chinois-japonais-coréen et du Partenariat économique régional global. La Chine soutient également fortement la future formation de la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique, elle est devenue membre de l'accord sur les technologies de l'information ITA-II récemment conclu, et elle participe activement aux négociations de l'accord sur les biens environnementaux (ABE). J'ai aussi entendu que la Chine aimerait participer aux négociations d'accords sur le commerce de services et voit le Partenariat trans-pacifique comme une occasion d'y parvenir plutôt que comme une menace pour les intérêts de la Chine. En examinant ces approches de la politique commerciale proactive de la Chine, nous pouvons nous attendre à ce que la Chine soit capable de faire efficacement preuve de leadership dans les négociations commerciales multilatérales et régionales. Je pense que cet argument semble raisonnable et légitime, car les États-Unis reviennent maintenant à un régime de politiques protectionnistes à tous les niveaux. Cependant, jusqu'à présent, contrairement à la position de politique commerciale proactive qu'elle a adoptée, la Chine n'a pas tellement fait preuve de leadership ni dans l'accord de libre-échange Corée-Chine, ni dans l'accord de libre-échange chinois-japonais-coréen, pas plus que dans les négociations du Partenariat économique régional global. Dans une certaine mesure, le gouvernement chinois est encore un peu réticent à ouvrir ses marchés aux produits et services étrangers. Par conséquent, les spécialistes du commerce prévoient que l'accord de libre-échange chinois-japonais-coréen et que le Partenariat économique régional global ne déboucheront pas sur des accords commerciaux régionaux de qualité, ce qui fait que l'idée de créer la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique restera une lointaine possibilité. Dans ce contexte, j'aimerais faire quelques suggestions à la Chine. Premièrement, la Chine, avec d'autres grands pays développés ou en développement, doit déployer tous les efforts possibles pour trouver comment sauver les négociations du cycle de Doha. Bien sûr, la Chine devrait aussi participer activement aux accords à conclure sur les points concernant un autre petit programme à livrer au MC 11 l'année prochaine.

Deuxièmement, la Chine devrait s'entretenir étroitement avec l'Union européenne et les États-Unis par rapport à sa participation aux négociations d'accords sur le commerce de services. Dernier point mais non le moindre, la Chine devrait faire preuve de leadership dans les négociations de l'accord de libre-échange chinois-japonais-coréen et du Partenariat économique régional global pour permettre d'arriver à des accords commerciaux régionaux de haut niveau.

Plus particulièrement, même si elle ne peut pas arriver à un accord commercial régional d'un niveau aussi élevé que le Partenariat trans-pacifique, la Chine devrait essayer de réduire l'écart entre le Partenariat économique régional global et le Partenariat trans-pacifique. Dans ce processus, le rôle de la Chine au niveau des intégrations commerciales dans la région Asie-Pacifique va prendre davantage d'importance. Je pense qu'il est maintenant grand temps que les dirigeants chinois prennent leur rôle au sérieux dans la stabilisation d'un environnement commercial qui change et évolue rapidement. Je vais m'arrêter là. Merci beaucoup.